

manifestement le gouvernement à l'égard du développement urbain. Le chef de l'opposition (M. Stanfield) et d'autres députés ont déjà dit éloquemment que le discours du trône était rempli de pieuses platitudes. Je suis d'accord avec eux. Toutefois, je pense qu'il contient de bonnes choses; en particulier, le gouvernement a enfin reconnu les droits des jeunes de notre pays et il les autorisera à voter. Laissez-moi dire, monsieur l'Orateur, qu'à la conférence de Niagara, les 9, 10 et 11 octobre, mon parti a établi des principes de base à ce sujet. Le gouvernement ne vient pas tout juste de penser à ce problème. Quelqu'un d'autre y a déjà songé.

M. Winch: On y a songé en Saskatchewan il y a 20 ans.

M. Alexander: Je partage le souci des jeunes qui disent qu'on devrait leur laisser la chance de mener leurs propres affaires. Ils veulent participer à la direction des affaires du pays et y jouer vraiment un rôle. Nous avons la bonne fortune et l'honneur de compter au pays des jeunes dotés d'aptitudes spéciales. Je le dis en toute franchise, car c'est à l'ardeur et à la vitalité de la jeunesse de ma circonscription que je dois mon élection à la Chambre des communes, et je leur en suis gré. Nos jeunes ne resteront pas immobiles devant l'injustice, ils ne s'accommoderont pas de mesures symboliques qui effleurent les problèmes sans les régler. Nombre d'entre eux sont déçus de nos institutions. Je leur demande alors: «Vous y participerez une fois le droit de vote acquis?» S'ils sont déçus du rendement d'un député, ils devraient le renvoyer. C'est aussi simple que cela. Si les jeunes ignorent comment s'y prendre, ils devraient consulter le politicien averti—et je me considère comme un politicien averti puisque j'ai terminé mon année d'apprentissage à la Chambre. Nous indiquerons à nos jeunes qui appuyer et qui ne pas appuyer. Ils ne devront pas voter en faveur de ceux qui sont incapables d'imprimer une orientation appropriée aux affaires du pays.

Le discours du trône a évoqué la pollution, qui revêt une haute priorité. Pour avoir parcouru divers articles sur le sujet et avoir vu plusieurs documentaires ces deux ou trois dernières années, j'en ai conclu que si nous n'entreprenons pas de résoudre ce problème ces trois ou quatre prochaines années, nous pourrions bien n'avoir à nous inquiéter littéralement d'absolument rien dans quelque 25 ans. Nous devons nous inquiéter non seulement de la pollution des eaux, mais des diverses formes de pollution répandues sur la

[M. Alexander.]

terre, dans l'air et notre milieu. Nous avons tous entendu parler du bruit, de la pollution visuelle et même de la pollution mentale. Nous en connaissons les problèmes. Pour les découvrir, nous n'avons pas à nous lancer dans des recherches ou des études intenses. Je pense que le gouvernement devrait créer un ministère distinct chargé d'enrayer la pollution ainsi que de coordonner et de ramener sous une direction unique les programmes de lutte contre la pollution des autres ministères. Ainsi le gouvernement fédéral pourrait établir des normes et imposer des peines pour les infractions aux règlements. N'oublions pas que les gouvernements provinciaux auront eux aussi mis des programmes en place et que les administrations municipales intéressées ont déjà pris des mesures précises dans ce domaine. Environ 200 organismes se préoccupent de la pollution. Le gouvernement fédéral pourrait sûrement entrer dans l'arène, prendre les devants et coordonner les activités des divers organismes dans la lutte contre la pollution. Nous pourrions alors comparer toutes les données recueillies sur le sujet et transmettre l'information aux intéressés.

Même si le gouvernement semble manifester un certain intérêt à la pollution, je doute qu'il s'efforce sincèrement de résoudre le problème. Nous avons, d'une part, le centre de recherches de Burlington, qui étudie nos eaux intérieures; le gouvernement affectera au centre des millions de dollars pour la recherche en matière de pollution. D'autre part, il y a le cas de la ville d'Hamilton, qui connaissait bien son problème. Elle devait lancer un appel d'offres au début de 1970 pour la construction d'une usine secondaire de purification des eaux-vannes, mais le gouvernement a dit non. Je me souviens d'avoir posé une question à ce sujet au ministre d'État chargé de l'habitation; il m'avait répondu, d'un ton doux: «A quoi bon entreprendre un tel projet maintenant? Quelle est donc la priorité dans notre lutte contre la pollution?»

● (2.30 p.m.)

Une autre question abordée dans le discours du trône est celle du logement. Le gouvernement a déclaré qu'il aimerait voir un million de logements construits dans les cinq prochaines années. C'est très bien, mais nous n'avons pas cessé de lui dire qu'il y avait une crise du logement. C'est un domaine dont il faut nous occuper sans tarder et dont je reparlerai plus tard.

D'autres choses sont admirables telles que la réforme fiscale et la lutte contre l'inflation.